

Communiqué

30 octobre 2007

4èmes Rencontres de la croissance Ce point de croissance qui nous manque Où sont les exceptions françaises ?

Lors des Premières Rencontres de la croissance au printemps 2003, Coe- Rexecode avait lancé l'objectif de 3% de croissance pour la France.

La croissance française est revenue en quarante ans de 5% à 2% l'an. Ce point de croissance qui nous manque, où aller le chercher ? Quelles sont les exceptions françaises qui grippent les rouages de notre économie ? Les 4èmes Rencontres de la croissance ont cherché à mieux les identifier. Coe-Rexecode publie un dossier de travail regroupant des fiches synthétiques en cinq parties : croissance, compétitivité, travail, dépenses publiques, effet de serre.

- Croissance : Le rythme d'augmentation du PIB par habitant (le pouvoir d'achat moyen) a été divisé par 4 en une génération. Il est revenu de 4% l'an à 1% par an. A ce rythme, il faut trois générations pour doubler le niveau de vie, au lieu d'une génération dans les années 1960. La cause première de l'insuffisance du pouvoir d'achat, c'est l'insuffisance de croissance économique.

Pourtant ce n'est pas la demande qui manque : la demande mondiale est exceptionnellement forte, et la demande intérieure française a elle-même été plutôt forte dans la période récente. Mais notre production n'embraye pas sur l'expansion mondiale. Notre production nationale ne suit pas la demande interne. Ce qui fait défaut, c'est la demande prête à payer le prix de nos produits, c'est-à-dire prête à en couvrir le coût.

- Compétitivité : Nos parts de marché à l'exportation reculent non seulement par rapport au monde dans son ensemble, mais aussi par rapport à l'Europe. Un seul chiffre résume la situation. Si nous avons aujourd'hui simplement maintenu notre part de marché à l'exportation de 1999 par rapport aux autres pays de la zone euro, nous aurions 100 milliards d'euros de plus de chiffre d'affaires à l'exportation pour la seule année 2007.

Contact :

Françoise BOLLLOT, téléphone : 01 53 89 20 89, email : fbollot@coe-rexecode.fr

- Travail : La quantité de travail est évidemment une donnée cruciale de la capacité de production. Le fait est connu. Dans l'ensemble, les Français travaillent peu : 905 heures en moyenne par an et par personne en âge de travailler, contre 1 176 en moyenne dans la zone des pays développés, soit 30 % de plus qu'en France. La faiblesse de la quantité de travail bride le potentiel d'offre : lorsque la croissance accélère, les entreprises rencontrent rapidement des difficultés de recrutement. Le diagnostic est désormais presque consensuel. On sait que les politiques restrictives du travail, qui se croient protectrices parce qu'elles retardent le changement, ne protègent ni contre les évolutions nécessaires ni même contre le sentiment d'insécurité des travailleurs et pénalisent gravement la compétitivité.

- Dépenses publiques : La part des dépenses publiques dans le PIB s'élève en France à 53,4 %. Elle est de 47,3 % pour la zone euro. Cet écart de dépense est passé de 1 à 6 points de PIB entre 1978 et 2000 et il se maintient depuis à ce niveau. L'écart des dépenses publiques est actuellement de plus de 100 milliards d'euros par rapport à la moyenne de la zone euro. L'analyse des dépenses publiques par fonctions collectives permet de mieux comprendre où sont nos écarts avec les autres pays. Le résultat essentiel est que toutes les fonctions collectives sont plus coûteuses en France. Les dépenses publiques de santé en France excèdent de 1,2 point de PIB leur montant dans l'ensemble de la zone euro. Les dépenses publiques d'enseignement sont de 1,1 point de PIB au-dessus de la moyenne européenne, les prestations de chômage de 0,4 point, les services publics généraux de 1,1 point. L'écart des coûts de personnel explique largement les écarts de coûts des fonctions collectives entre la France et la zone euro. Les comparaisons font apparaître, à tailles de population rendues comparables, un écart sur l'emploi public par rapport à la moyenne de la zone euro de plusieurs centaines de milliers d'emplois et une progression de l'emploi public plus rapide en France.

- Effet de serre : Nos exceptions sont aussi pour nous des marges de manœuvre. Et elles ne sont pas toutes défavorables. En matière d'environnement, et plus précisément d'effet de serre, la France a plutôt pris de l'avance et c'est une chance pour notre croissance. La question de l'effet de serre est par nature mondiale. La France ne peut pas la résoudre seule.

L'objectif 3 % de croissance reste notre cap et il peut-être atteint. Nous défendons l'idée qu'au-delà des aléas de la conjoncture, si l'effort de réformes est poursuivi et amplifié pour augmenter l'efficacité de notre économie et enrayer d'urgence le recul de compétitivité, nous pouvons espérer un meilleur pouvoir d'achat et la fin du chômage français.